



« Déclaration d'Alger sur le débat Alimentaire panafricain »

du 21 Mai 2024 « The Panafrican Food debate « 1st Edition Algiers.

Dar El Djazair

Palais des Expositions

Pins maritimes

Nous, participants de la première édition du débat alimentaire panafricain avons tenu à Alger du 20 au 21 Mai 2024 à l'initiative du Groupe de Réflexion Filaha Innov (GRFI) en co-organisation avec l'**Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA)** et la participation active de neuf pays africains, une conférence sur la question alimentaire.

Le constat de nos neuf pays est sans appel. La situation de la question alimentaire est préoccupante pour les peuples africains. Aussi afin d'être à la hauteur des enjeux présents et futurs en matière de question alimentaire nous devons faire face aux :

- **Dérèglements climatiques** et leurs impacts écologiques sur les pays et les peuples notamment les phénomènes de désertification, de sécheresse et d'inondations qui prennent une ampleur inédite ;
- **Faibles accès à l'eau et à l'énergie** des populations alors que l'Afrique possède d'immenses ressources naturelles et énergétiques ;
- **Crises financières et endettements** mondiaux récurrents et à leurs conséquences sur les économies des pays africains ;
- **Conflits mondialisés** comme ceux qui se déroulent en Ukraine, au Soudan et au Proche et Moyen-Orient avec leurs impacts sur la chaîne de distribution des produits alimentaires ;
- **Pandémies** et leurs effets comme ceux que le monde a connu avec la COVID-19 ;
- A la rapidité de la **circulation des informations** et de l'application généralisée de l'économie de la connaissance dans le quotidien des individus et des peuples ;
- **Utilisations des aliments et de l'eau** comme instruments de guerre.



Nous participants africains saluons la tenue à Alger de la première édition de la conférence qui inaugure un débat alimentaire africain riche, fructueux et utile et déclarons :

- Considérer que l'agriculture du futur en Afrique sera celle de la **synergie des connaissances codifiées** détenues par les organismes d'enseignement et de recherches avec celles dites tacites détenues par les millions d'agriculteurs et d'éleveurs africains ;
- Prendre note que **les trois ressources naturelles de base : l'eau, l'énergie et les sols** (disponibles, mobilisables et protégés) sont les moteurs du développement durable de l'agriculture et de l'aménagement des territoires ruraux et qu'elles doivent être préservées durablement ;
- Adopter le « **Climate Smart Agriculture (CSA)** » afin de mieux relever les défis posés par la question alimentaire et les dérèglements climatiques ;
- Que la **sécurité et la souveraineté alimentaires sont indissociables** du développement et de la sécurisation des territoires ruraux ;
- La **nécessité de renforcer des capacités, des connaissances** et des savoir-faire ;
- **Promouvoir nos productions génétiques végétales**, animales et halieutiques issues de nos patrimoines naturels afin de concourir à une plus grande sécurité alimentaire ;
- **Être conscients des enjeux autour de la préservation** des ressources et patrimoines naturels pour pouvoir en toutes circonstances réagir à des situations politiques, financières, commerciales et sanitaires imprévus ;
- **Être sensibles aux défis que la démographie africaine** fait peser sur nos sociétés en développement et en particulier sur la résolution de la question alimentaire ;
- Que **l'insécurité alimentaire, les instabilités sociale et politique** sont les sources premières qui empêchent l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. Cette dernière nécessite une coopération sous-régionale voire continentale ;
- **Faire de la coopération alimentaire un facteur de paix**, de prospérité et de rapprochement culturel entre les peuples ;
- **Appuyer toutes les initiatives rurales**, associations qui mettent au centre de leurs préoccupations les valeurs de solidarité qui caractérisent les cultures africaines ;
- **Privilégier le financement mutuel** rural et inciter les institutions financières à y participer activement afin de rendre le financement agricole accessible à tous ;



- **Encourager les associations socio-professionnelles** basées sur leurs cœurs de métier pour bâtir une action paysanne des coopératives agricoles, de l'entraide sociale et de la diffusion des connaissances ;
- **Reconnaitre l'importance du rôle des femmes africaines** sur la question alimentaire et saluer leur participation active à sa résolution ;
- **Exprimer notre fierté de l'engagement de nos jeunes femmes africaines** paysannes inventives dans leurs efforts continus afin de relever les défis alimentaires de toutes natures ;
- **Mettre en œuvre des politiques de convergences** entre éleveurs et agriculteurs afin de favoriser les solutions de continuité entre deux mondes complémentaires ;
- Que la résolution de la question alimentaire est une activité complexe qui nécessite la mise en œuvre **transgénérationnelle de ressources transversales** multiples et variées ;
- Orienter autant que faire se peut notre agriculture dans **une logique agro-forestière et agroécologique** s'inspirant de l'organisation oasienne afin de densifier l'effort de convergence des filières animales et végétales dans la perspective d'un **développement rural durable** ;
- **Favoriser et intensifier les échanges agricoles** entre pays frontaliers dans une orientation sud-sud afin de construire ensemble des territoires de co prospérité régionale ;
- **Participer à la promotion des logiques d'intégration** et de substitution des importations comme un fil conducteur des démarches de politiques agricoles à adopter là où cela est suffisamment pertinent ;

Parce que nous, participants au débat alimentaire africain, sommes conscients de l'impératif d'agir ensemble pour aller loin :

- Retenons le mode de production oasien comme **l'un des cadres de réflexion inspirant d'une agriculture résiliente et productive** ;
- Proposons le programme OASIS (Organisation de l'Agriculture Saharienne par Intégration et Substitution), **comme projet phare parmi d'autres** du débat panafricain sur la question alimentaire à mettre en œuvre dans un cadre régional ;



- Saluons la décision de poursuivre le débat panafricain sur la question alimentaire à Dakar au Sénégal à la fin de cette année, pour une seconde édition afin d'approfondir et d'élargir nos débats à d'autres participants africains ;

Nous décidons que l'ensemble des pays participants (Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, RASD et Sénégal) à ce premier débat panafricain à Alger sont de jure membres fondateurs du débat panafricain sur la question alimentaire, autorise le GRFI et l'ISRA à signer en leur nom collectif la déclaration d'Alger.

Fait à Alger, le 21 mai 2024

Le GRFI

Le président

Dr. Amine Bensemmane

L'ISRA

Le Directeur Général

Dr. Momar Talla Seck